CERTIFICAT QUALIOPI ICPF



atteste que

AUTO ECOLE DES BORDS DE MARNE

9 grande rue Charles de Gaulle 94360 BRY-SUR-MARNE
Numéro de Déclaration d'Activité : 11940565594 / SIREN : 421652686

est certifié



Au titre des catégories d'actions suivantes : Actions de formation

Programme de certification

Décret n° 2019-564 du 6 juin 2019, Décret n° 2019-565 du 6 juin 2019, Arrêté du 6 juin 2019 relatif aux modalités d'audit associées au référentiel national, Décret n° 2020-894 du 22 juillet 2020 portant diverses mesures en matière de formation professionnelle, Arrêté du 24 juillet 2020 portant modification des arrêtés du 6 juin 2019 relatifs aux modalités d'audit associées au référentiel national qualité et aux exigences pour l'accréditation des organismes certificateurs, Arrêté du 7 décembre 2020 portant prolongation de la dérogation temporaire autorisant la réalisation d'un audit initial à distance, Arrêté du 31 mai 2023 portant diverses mesures en matière de certification qualité des organismes de formation, Guide de lecture du référentiel national qualité publié sur le site du Ministère du Travail et Programme de certification Qualiopi des OPAC de ICPF dans leurs versions en vigueur.

CERTIFICAT

Valide du 08/12/2023 au 07/03/2024 - Première émission le 08/03/2021 Vérifiable sur <u>www.certif-icpf.org</u>

Accréditation N° 5-0616, portée disponible sur www.cofrac.fr

CERTIFICATION DE PRODUITS ET SERVICES

François GALINOU Président

CERTIFICAT QUALIOPI PREFECTURE DU VAL DE MARNE



ANNEXE 9

Liberté Égalité Fraternité

CERTIFICAT « QUALIOPI » délivré à

Nom ou raison sociale:	
AUTO-ECOLE LES BORDS DE MARNE	
N° d'agrément :	
E0209403730	
N° de déclaration d'activité :	
11940565594	
Adresse : 9, Grande rue Charles de Gaulle	
Code postal 94360 Vill	le : BRY-SUR-MARNE
Catágorio d'action concernáe par la prácente c	ertification : action de formation mentionnée au 1er alinéa de
enables with a state of the party state of the party of t	ertification : action de formation mentionnée au 1 année de
l'article L. 6313-1 du code du travail.	
Nom de l'instance de labellisation : ministère	de l'intérieur

Suite aux audits effectués dans le cadre des actions de formation à la conduite des véhicules terrestres à moteur et de sensibilisation à la sécurité routière, le présent certificat est délivré à l'établissement susmentionné, et ce, conformément aux critères énoncés dans le décret n° 2019-565 du 6 juin 2019 relatif au référentiel national sur la qualité des actions concourant au développement des compétences, en application de l'article L. 6316-1 du code du travail.

Ce présent certificat est valide du MO au MO sous réserve du respect des critères de qualité et des modalités d'audit mentionnés à l'arrêté du 26 février 2018 modifié portant création du label « qualité des formations au sein des écoles de conduite et reconnaissance des équivalences à ce label».

Fait à ... CRETEIL:..., le....., le.....

Le préfet de département ou son représentant

> Le Délégué à l'Education Routière du Valenta Marine Boger XIMENES

Avertissement : La loi n° 78 - 17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'applique aux réponses faites à ce formulaire. Elle garantit un droit d'accès, de rectification et d'effacement pour les données vous concernant auprès du service de l'éducation routière où la demande a été faite.

Tout usage ou falsification de documents est puni d'UN AN d'emprisonnement et de 15 000 € d'amende. Toute adhésion au label obtenue dans de telles conditions sera annulée.

Tout affichage d'un label de qualité sans en avoir obtenu l'autorisation nécessaire est puni de DEUX ANS d'emprisonnement et de 300 000 euros d'amende.

Article 441-7 du code pénal

- « Est puni d'un an d'emprisonnement et de 15 000 euros d'amende le fait :
- 1° D'établir une attestation ou un certificat faisant état de faits matériellement inexacts ;
- 2º De falsifier une attestation ou un certificat originairement sincère ;
- 3° De faire usage d'une attestation ou d'un certificat inexact ou falsifié.

Les peines sont portées à trois ans d'emprisonnement et à 45 000 euros d'amende lorsque l'infraction est commise en vue de porter préjudice au Trésor public ou au patrimoine d'autrui. »

Article L. 121-4 du code de la consommation

- « Sont réputées trompeuses, au sens des articles L. 121-2 et L. 121-3, les pratiques commerciales qui ont pour objet : [...]
- 2° D'afficher un certificat, un label de qualité ou un équivalent sans avoir obtenu l'autorisation nécessaire ; [...] »

Article L. 132-2 du code de la consommation

« Les pratiques commerciales trompeuses mentionnées aux articles L. 121-2 à L. 121-4 sont punies d'un emprisonnement de deux ans et d'une amende de 300 000 euros. Le montant de l'amende peut être porté, de manière proportionnée aux avantages tirés du délit, à 10 % du chiffre d'affaires moyen annuel, calculé sur les trois derniers chiffres d'affaires annuels connus à la date des faits, ou à 50 % des dépenses engagées pour la réalisation de la publicité ou de la pratique constituant ce délit. »

AFFICHAGE HORAIRES ET ENSEIGNANTS



LABEL QUALITÉ

